

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6, place de la Pyrotechnie  
CS 70 004  
18021 Bourges Cedex

Bourges,

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Derichebourg Environnement - REVIVAL**

1222 rue du Président Lecuyer  
59880 Saint-Saulve

Références : /  
Code AIOT : 0010006440

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2025 dans l'établissement Derichebourg Environnement - REVIVAL implanté ZI des Forges Route de Foëcy Parcelle BE n°291 18100 Vierzon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Derichebourg Environnement - REVIVAL
- ZI des Forges Route de Foëcy Parcelle BE n°291 18100 Vierzon
- Code AIOT : 0010006440
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement, situé 15 rue Albert et Paul Thouvenin à Vierzon est un établissement secondaire de l'entreprise REVIVAL dont l'activité principale est la récupération de déchets triés.

L'établissement DERICHEBOURG Environnement - REVIVAL est autorisé par arrêté n°2007.1.884 du 24 août 2007 à exploiter une station de transit de déchets industriels banals et assimilés et de déchets métalliques. L'arrêté préfectoral d'autorisation a été complété par l'arrêté préfectoral n°2010.1.1509 du 24 août 2010 fixant une surveillance provisoire des rejets de substances dangereuses dans l'eau ainsi que par l'arrêté n°2012-DDCSPP-092 modifiant les conditions d'exploitation de l'établissement.

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Libération foncier SSP

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour

chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Durée de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 1.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 28/10/2024, article R. 512-39-1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessous.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Durée de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/08/2007, article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Portée de l'autorisation et conditions générales
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/01/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de forces majeure.</p>
<b>Constats :</b> <p>Pour rappel, lors de la visite du 28 octobre 2024, l'inspection des installations classées avait constaté qu'il n'y avait plus d'activité sur le site depuis plus de 2 ans.</p> <p>Lors de la visite du 10 septembre 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas procédé à la cessation d'activité (le site est dans le même état que lors de la visite du 28 octobre 2024) malgré la caducité de son arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p><b>Constat : L'exploitant n'a pas notifié la cessation d'activité du site malgré la caducité de son arrêté d'autorisation</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 28/10/2024, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à l'arrêt définitif
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• lors de la visite d'inspection du 28/10/2024</li><li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li><li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</li><li>• date d'échéance qui a été retenue : 05/01/2025</li></ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite du 10 septembre 2025, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant n'a pas procédé à la cessation d'activité (le site est dans le même état que lors de la visite du 28 octobre 2024) malgré l'absence d'activité pendant plus de deux ans.</p> <p><b>Constat : L'exploitant n'a pas réalisé la cessation d'activité du site</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois